



Maison de l'Economie Sociale
et Solidaire en Pays Basque

KABIA FESST
KABIA FESST
KABIA FESST

RESUME DES ECHANGES

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST

LE 25.11 AU CASINO DE BIARRITZ

L'ESS 2040 EN PAYS BASQUE

RESUME

La journée a débuté par une introduction au KABIA FESST, un événement centré sur la coopération et la projection pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en 2040. Le président de l'association, William HAMLET, a accueilli les participants et remercié la mairie de BIARRITZ pour son soutien.

Madame le Maire a ensuite pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants au salon Diane du casino municipal de Biarritz. Elle a souligné l'importance de l'ESS pour la ville, notant qu'elle représente plus de 1000 organisations et 13 000 emplois dans la région. Elle a présenté le thème de la journée, "L'ESS 2040 en Pays basque", comme une opportunité de réflexion stratégique pour anticiper les défis et façonner collectivement l'avenir de ce secteur vital. Elle a également présenté le programme de la journée, comprenant des tables rondes le matin et des ateliers participatifs l'après-midi.

La fondatrice de l'association, Ghis Haye, a ensuite pris la parole pour souligner que l'ESS n'est pas une économie de seconde zone, représentant 7% du PIB, 14% de l'emploi privé et 22 millions de bénévoles. Elle a insisté sur le fait que l'ESS innove, produit et développe, visant à renforcer la cohésion sociale et à développer des activités et de l'emploi.

Table-ronde 1 :

La première table ronde a réuni trois intervenants : Maxime Baduel (délégué ministériel à l'ESS), Timothée Parrique (économiste) et Ximun Carrere (co-directeur du Conseil de développement du territoire).

Maxime Baduel a expliqué son rôle de délégué ministériel, représentant le ministre Serge Papin pour concevoir, évaluer et mettre en œuvre la politique publique de l'ESS. Il a décrit l'ESS comme "pollinisatrice" de l'économie conventionnelle, inspirant la responsabilité sociétale des entreprises. Il a souligné que l'ESS représente 7-10% du PIB, 14% des entreprises et plus d'un demi-million de bénévoles. Face aux tensions budgétaires actuelles, il a mentionné la création d'une cellule de liaison et d'accompagnement pour suivre la santé économique des acteurs de l'ESS et apporter des solutions de financement. Il a également évoqué une future campagne de communication grand public pour montrer la puissance et le rôle de l'ESS dans le quotidien des citoyens. Il a insisté sur le fait que l'ESS est une économie politique au sens premier du terme qui participe aux grandes transitions économiques, sociales, environnementales et démocratiques

Timothée Parrique a présenté l'ESS comme un modèle économique alternatif complet, pas seulement complémentaire au capitalisme. Il a introduit le concept de "basculement" pour comprendre l'émergence de nouveaux systèmes économiques.

Selon lui, pour développer l'ESS, deux stratégies sont nécessaires : améliorer l'ESS elle-même et activement démanteler le capitalisme. Il a souligné que face aux défis

écologiques de 2040, des réductions radicales des empreintes écologiques seront nécessaires, impliquant l'arrêt de nombreuses activités économiques conventionnelles. Il a argumenté que l'ESS possède une force d'innovation que le capitalisme n'a pas, étant plus efficace et parcimonieuse dans l'usage des ressources.

Ximun Carrere a présenté les résultats d'une enquête menée par le Conseil de développement du Pays Basque sur la vision du territoire en 2040. Bien que les participants n'utilisent pas explicitement le terme "ESS", leurs préoccupations et aspirations correspondent aux valeurs de l'ESS : territorialisation, coopération, utilité sociale, démocratie et souveraineté économique. Il a noté que les habitants perçoivent une économie confrontée à des limites et contraintes, avec des ressources rares, et expriment des préoccupations concernant les conditions de travail dégradées. Les participants aspirent à reprendre le contrôle de leur territoire face à la gentrification et la touristification, et voient dans des initiatives comme la monnaie locale un outil de cohésion territoriale.

La discussion a ensuite abordé plusieurs thèmes clés, notamment le statut du bénévole et son importance pour l'ESS. Maxime Baduel a souligné que le bénévolat est indispensable, représentant l'équivalent d'un doublement de la masse salariale dans certaines associations. Il a noté un changement dans les comportements de bénévolat depuis la crise sanitaire, avec un bénévolat plus court et volatil, et un effondrement du bénévolat de gouvernance.

Les intervenants ont également discuté des défis de financement pour les petites structures associatives et de la nécessité de sécuriser le modèle économique des associations. Timothée Parrique a argumenté que pour éviter que l'ESS ne soit absorbée par la logique capitaliste, il faut "baisser le volume du capitalisme" en fermant certaines activités capitalistes et en socialisant systématiquement les profits dans certains secteurs.

La session s'est terminée par une période de questions-réponses où ont été abordés des sujets comme la possibilité d'établir de nouvelles règles économiques, la différence entre l'ESS et le statut d'entreprise à mission, et les chemins possibles vers une économie plus durable et équitable.

Table-ronde 2 :

La deuxième table-ronde a réuni 5 intervenantes : Eztitxu Cuervo Peersman (juriste spécialiste de l'ESS), Marie-Agnès Barrière (directrice du développement économique de la Communauté d'agglomération du Pays basque), Leire Loyatho (co-gérante de la ferme Elizaldia et présidente du conseil de surveillance d'Herrikoa), Céline (directrice de la Maison Pariès), et Marine de Baillenx (responsable de la coordination des entreprises pour les Conventions des Entreprises pour le Climat Nouvelle-Aquitaine).

La table ronde portait sur les nouvelles formes de coopération, particulièrement dans le contexte de l'économie sociale et solidaire (ESS). William, l'animateur, a souligné l'importance de la coopération pour atteindre les objectifs de l'ESS, notamment pour améliorer la qualité de vie sur les territoires. Il a présenté les intervenants venant d'horizons divers pour élargir la perspective au-delà du seul prisme de l'ESS.

Marie-Agnès Barrière, directrice du développement économique de la Communauté d'agglomération du Pays basque, a présenté le schéma de développement économique de la collectivité, axé sur une économie "productive, responsable et équilibrée". Elle a souligné que l'ESS est traitée au même titre que les autres filières économiques du territoire, avec une vice-présidente dédiée et une chargée de mission spécifique. La collectivité a fait évoluer ses outils d'aide aux entreprises pour les orienter vers la transition écologique et énergétique, avec plus d'un tiers du budget du développement économique consacré aux aides directes. Ces aides sont conditionnées à des engagements environnementaux, comme l'éco-score pour l'immobilier d'entreprise ou la décarbonation des processus industriels pour le contrat Résilience et performance.

Marine de Baillenx, responsable de la coordination des entreprises dans le cadre des Conventions des Entreprises pour le Climat (CEC), a expliqué que ce programme accompagne les dirigeants d'entreprises dans la transformation de leur modèle économique vers une économie régénérative. La CEC est née suite à la Convention citoyenne pour le climat, reconnaissant le rôle des entreprises dans la transition écologique et l'importance d'impliquer les dirigeants. Le programme engage un binôme (dirigeant et collaborateur) à élaborer une feuille de route d'économie régénérative, qui est ensuite rendue publique. Marine a souligné que la coopération émerge naturellement de ce processus, grâce à la création d'un cercle de confiance entre participants.

Céline Pariès, directrice de la Maison Pariès, une entreprise familiale de pâtisserie et chocolaterie, a partagé son expérience du parcours de la Convention des Entreprises pour le Climat Nouvelle-Aquitaine, qu'elle a qualifié de "bouleversant". Elle a souligné l'importance pour les entreprises établies d'être exemplaires et d'embarquer leurs collaborateurs dans la transformation des pratiques. Elle a donné l'exemple concret du gâteau basque 1895, pour lequel elle a collaboré avec des producteurs locaux pour réintroduire des variétés anciennes de pommes et utiliser de la farine et du beurre locaux, malgré des coûts plus élevés (farine 46% plus chère, beurre 23% plus cher).

Leire Loyatho, co-gérante de la ferme Elizaldia et présidente du conseil de surveillance d'Herrikoa, a présenté les différentes structures de coopération au Pays basque. Herrikoa

est une société en commandite par actions qui investit dans les entreprises locales (600 000€ cette année dans une quinzaine d'entreprises), permettant notamment des transmissions d'entreprises. Elle a également évoqué le consortium du jambon de Bayonne, le GIE Erosi (groupement d'achats agroalimentaire), le cluster Uztartu (porteur de la marque Herriko) et Pays Basque Industrie. Ces structures permettent aux PME du territoire, qui ne peuvent pas être compétitives sur le volume ou le prix, de se différencier par la qualité et de mutualiser certaines fonctions ou compétences.

Eztitxu Cuervo Peersman, juriste spécialiste de l'ESS, a expliqué que l'ESS représente un changement de paradigme par rapport à la définition traditionnelle de l'entreprise. Elle a précisé que l'ESS repose sur trois piliers : l'utilité sociale des activités, une gouvernance partagée et une lucrativité limitée. Elle a distingué l'ESS de la RSE, cette dernière découlant de la loi PACTE et de normes comme l'ISO 26000. Une entreprise conventionnelle souhaitant devenir ESS doit modifier ses statuts pour répondre à ces trois piliers, ce qui implique notamment de ne pas distribuer 100% des résultats en dividendes et d'inclure les parties prenantes dans la gouvernance.

Présentation de la plateforme coopérative et participative : ESSkabi

L'après-midi a débuté par une présentation d'une plateforme participative et interactive pour l'ESS au Pays basque, le projet ESSKabi, visant à recenser les structures, faciliter les coopérations et sensibiliser le grand public. Cette plateforme, déjà en développement, propose un double accès : public pour les informations de base et réservé aux adhérents pour des informations plus complètes.

Depuis le KABIA FESST, nous avons reçu l'information de **la sélection du projet ESSkabi au programme POCTEFA avec nos collègues de REAS NAVARRA**. Cette aide nous permettra de poursuivre l'ambition d'un projet transfrontalier permettant de renforcer les liens de coopération entre Iparralde et Hegoalde.



REMERCIEMENTS à vous tous qui nous avez soutenu

